



Introduction

À la fin de chaque année, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) présente ses perspectives pour la nouvelle année. L'activité économique en 2010 se déroulera sur un fond de sortie de récession à l'échelle mondiale. Les signes sont positifs pour une majorité de secteurs. Toutefois, les perspectives en ce qui concerne les exportations sont tout de même modestes, étant donné l'ampleur de la reprise et la force du dollar canadien. La croissance reposera plutôt sur la consommation ainsi que sur les effets des stimuli économiques mis en place par les différentes instances gouvernementales.

Perspectives internationales

À l'aide de mesures extraordinaires de stimulation et de stabilisation de l'économie dans plusieurs pays du globe, les craintes quant à un effondrement de l'activité mondiale comme ce fut le cas lors des années 30 se sont maintenant dissipées. D'ailleurs, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le PIB réel mondial passera d'une contraction de 1,1 % en 2009 à une croissance de 3,1 % en 2010. Toutefois, cette croissance anticipée demeure tout de même inférieure à celle qui prévalait avant l'avènement de la crise financière. Cela s'explique notamment par le fait qu'une proportion importante de ménages et d'entreprises, principalement dans les pays industrialisés, se retrouve toujours dans une situation précaire, avec notamment un niveau d'endettement élevé. Afin de redresser la barre, ceux-ci devront réduire leur consommation et la croissance de leurs investissements ce qui aura pour effet d'amoinrir l'ampleur de la reprise. Du côté des pays émergents, l'activité économique devrait croître de plus de 5 % en 2010, portée encore une fois par les forces économiques que sont devenues la Chine et l'Inde. D'autres pays émergents peuvent s'avérer être des acteurs de la croissance économique mondiale grâce notamment aux stimuli économiques engagés par les pouvoirs publics ainsi que par l'amélioration du contexte financier à l'échelle mondiale.

Du côté européen, la reprise sera particulièrement anémique. La récession a touché fortement le marché de l'emploi qui démontre encore des signes de faiblesse, ce qui a pour effet notamment de réduire les perspectives de croissance de la consommation. Habituellement, les reprises économiques en Europe se dessinent en premier lieu du côté des exportations. Toutefois, le déséquilibre de la demande mondiale qu'a occasionné la récession risque de nuire à court terme à un regain attendu des exportations européennes. Le tout, dans un contexte où plusieurs pays font face à des défis importants en termes de finances publiques, fait en sorte que l'économie de l'Union européenne ne croîtra que de 1 % en 2010.

En ce qui concerne l'économie américaine, la grande interrogation pour 2010 est de savoir si les consommateurs prendront le relais des instances gouvernementales afin de soutenir l'activité économique. À la lumière des plus récentes statistiques économiques, il semble bien que ce sera le cas, du moins en partie. On observe actuellement un rebond de la consommation ainsi qu'un ralentissement des pertes d'emplois. De plus, le secteur de l'habitation aux États-Unis montre des signes d'amélioration, ce qui favorisera une hausse de la confiance des consommateurs américains. Toutefois, la chute de la valeur nette des ménages américains qu'a engendré la crise financière produira une reprise lente et graduelle. De plus les investissements des entreprises n'étant toujours pas au rendez-vous et le marché du crédit n'étant pas encore totalement fluide contribueront à réduire

les rdeurs de la reprise. Conséquemment, les stimuli économiques mis en place par le gouvernement américain seront tout à fait justifiés en 2010. Ceux-ci, conjointement avec un certain regain du côté de la consommation ainsi qu'avec une reprise du côté des exportations due à la faiblesse du billet vert, font en sorte que le PIB réel des États-Unis augmentera de 2,4 % en 2010.

Perspectives canadiennes

Étant l'un des pays les plus tributaires du commerce international, le Canada sera aux premières loges pour profiter de la reprise économique mondiale qui se dessine. Cette reprise à l'échelle mondiale aura toutefois pour effet d'appliquer une pression à la hausse sur le prix des ressources énergétiques, notamment sur le prix du pétrole, facteur influençant grandement la valeur de notre dollar; ce qui exercera un frein sur nos exportations.

Malgré la reprise qui se fait sentir de plus en plus, les pressions inflationnistes demeurent toujours relativement contenues. La situation sur le marché de l'emploi ne laisse pas présager de pressions significatives à la hausse sur les salaires et la force du huard devrait calmer le jeu inflationniste canadien au cours de la prochaine année. Ainsi, le taux d'inflation se situera à 1,8 % en moyenne en 2010.

Ce contexte d'inflation contenue fait en sorte que la Banque du Canada sera en mesure de conserver son taux directeur à 0,25 % jusqu'à la fin du 2^e trimestre de 2010, comme elle le suggérait le printemps dernier. Par la suite, celle-ci devrait amorcer un processus de hausse graduelle de son taux directeur afin d'assurer la transition vers une reprise durable de l'activité économique. On s'attend donc à des taux préférentiels au Canada qui se chiffreront à 2,6 % en moyenne en 2010. Par contre, du côté américain, ce scénario de hausse du taux directeur ne devrait se produire qu'au début de l'année 2011. Tel qu'expliqué auparavant, l'économie américaine aura encore besoin en 2010 de stimuli budgétaires et monétaires afin de s'assurer d'une réelle reprise. Ainsi, des taux de rendement plus alléchants de ce côté-ci de la frontière, jumelés à une hausse du prix du pétrole, auront pour effet de favoriser une appréciation du dollar canadien par rapport au billet vert. Ainsi, la valeur du huard passera d'une moyenne de 0,88 USD en 2009 à 0,97 USD en 2010.

Cette tendance à la hausse des taux d'intérêt au Canada se reflétera également sur les taux à plus long terme. Après avoir fortement diminué en 2009, les taux hypothécaires de 5 ans suivront une tendance haussière. Toutefois, le niveau de risque sur les marchés financiers canadiens s'étant passablement résorbé, en plus du fait que la reprise sera visiblement relativement contenue, fait en sorte que cette hausse sera tout de même modérée. Ainsi, les taux hypothécaires affichés de 5 ans passeront à une moyenne 6,00 % en 2010.

La hausse des prix de l'énergie et des produits de base, le rebond de l'économie mondiale, le regain de confiance des consommateurs et des entreprises, les taux d'intérêt qui demeureront peu élevés et les stimuli budgétaires qui continueront de se faire sentir favoriseront positivement la croissance économique au Canada. Seul bémol, l'appréciation du dollar canadien ralentira quelque peu la croissance des exportations. D'un point de vue régional, l'Ontario se sortira du marasme dans lequel il s'est enlisé en 2009. Les importantes mesures budgétaires dont il a bénéficié en plus de la reprise prévue aux États-Unis soutiendront la reprise économique ontarienne en 2010. Du côté de l'Alberta, la reprise se fait tirer l'oreille à cause de la forte baisse des investissements dans le secteur énergétique lors de la récession. La reprise ne devrait se manifester pleinement que lors du deuxième semestre de l'année. Toutefois, les retombées considérables qu'apporteront les Jeux olympiques de Vancouver permettront à l'économie de l'Ouest canadien de bien tirer son épingle du jeu. Donc, la croissance économique au Canada sera assez soutenue avec une progression de 2,6 %.

Cette recrudescence de l'économie sera certes positive pour le marché de l'emploi. Toutefois, étant donné l'impact qu'a eu la récession sur plusieurs d'entre elles, les entreprises seront plus prudentes et n'embaucheront pas nécessairement au même régime qu'avant la récession. Celles-ci seront plutôt tentées de faire des gains de productivité afin de consolider leurs acquis. Ainsi, nous prévoyons une croissance de l'emploi de 1,2 % au Canada en 2010. Cette hausse de l'emploi aura toutefois pour effet de stopper la hausse du taux de chômage qui s'établira en moyenne au même niveau qu'en 2009 soit 8,2 %.

Perspectives québécoises

La reprise de l'économie américaine et canadienne, particulièrement sur le marché de l'habitation, entraînera une hausse des exportations du Québec. Encore ici, la force du dollar canadien devrait toutefois limiter celle-ci. Ainsi, la croissance des exportations québécoises devrait être de l'ordre de 1,0 % en 2010. Les importations devraient croître pour leur part de 2,2 %. La valeur du huard et un bon niveau de confiance du côté des consommateurs favoriseront notamment cette croissance.

Le marché de l'emploi québécois ayant mieux performé que ses principaux partenaires au cours de la dernière année, en plus du fait que ceux-ci n'ont pas eu à faire face à des baisses de prix sur le marché de l'habitation, la confiance des consommateurs québécois est relativement bonne actuellement. Le tout additionné à des taux d'intérêt demeurant peu élevés et à des prix de l'énergie et des denrées alimentaires contenus fait notamment en sorte que le Québec affichera une croissance des dépenses personnelles de 2,6 % en 2010.

Ces mêmes facteurs soutiendront de façon particulière la demande sur le marché de l'habitation. Le tout jumelé à une offre de logement contenue fait en sorte que la croissance des prix se poursuivra en 2010 au Québec. Ce marché ayant été déjà très fortement stimulé au cours des 6 derniers mois par le faible niveau des taux hypothécaires, cette croissance sera toutefois légèrement plus faible que celle enregistrée en 2009 avec une progression des prix de 3 % sur le marché de la revente québécois. Du côté des mises en chantier, la forte croissance des prix observée au cours des dernières années et la hausse graduelle des taux hypothécaires qui s'effectuera en 2010 auront pour effet de contenir quelque peu le nombre de nouvelles constructions. Ainsi, nous prévoyons que le nombre de mises en chantier sera sensiblement le même que celui enregistré en 2009.

En ce qui concerne les investissements des entreprises, la hausse du dollar canadien et le faible niveau des taux d'intérêt représentent des conditions favorables à une hausse de ceux-ci. Toutefois, étant donné l'impact important qu'a eu la dernière récession sur la solidité financière de beaucoup d'entreprises, cette hausse demeurera ténue en 2010. Ainsi, les investissements des entreprises croîtront de 1,4 % l'an prochain.

Le réinvestissement massif et accéléré dans les infrastructures publiques et dans la capacité de production d'électricité d'Hydro-Québec effectué par le gouvernement du Québec continuera de soutenir l'économie du Québec en 2010. De plus, les sommes du plan de relance du gouvernement fédéral ayant été dégagées plus tard que celle du gouvernement du Québec, celles-ci auront un effet significatif sur l'activité économique québécoise en 2010 et permettront à l'ensemble des dépenses publiques au Québec de croître de 2,5 %.

Une bonne croissance de la consommation, assortie d'un niveau de dépenses publiques qui demeure élevé, d'investissements en hausse et d'une certaine reprise des exportations malgré un dollar fort font en sorte que le PIB réel du Québec progressera de 2,2 % en 2010. Cette hausse de l'activité économique aura pour effet d'augmenter le nombre d'emplois de 1,0 % au cours de l'année. Avec une population active qui croît faiblement, le taux de chômage passera d'une moyenne de 8,5 % en 2009 à 8,0 % en 2010.

Conclusion

Malgré des perspectives de croissance légèrement plus faibles en 2010 comparativement à ses partenaires Nord-américains, l'économie québécoise aura, à court terme, fait preuve d'une bonne résilience face au contexte de récession. Toutefois, les défis structurels auxquels elle doit faire face sont particulièrement importants. La seule façon de pouvoir surmonter ces défis de façon à minimiser les secousses sur le plan économique est d'augmenter le niveau de productivité de l'économie québécoise. Toutefois, comme le démontraient les résultats présentés dans « Les Indicateurs FCCQ – Édition 2009 », le Québec tire de l'arrière en ce qui a trait à la productivité de son économie. Toutefois, la partie est jouable. Il suffit de s'y mettre dès maintenant. Par exemple, le niveau d'investissement se devra d'être rehaussé, la qualification de la main-d'œuvre augmentée et l'innovation davantage commercialisée et adaptée aux besoins des différents marchés. Cela devra être fait tout en s'assurant du meilleur rapport coût-bénéfice en ce qui concerne l'offre de services publics des divers paliers de gouvernement. Tels sont les dossiers sur lesquels la FCCQ travaillera au cours des prochaines années.

En terminant, la permanence de la FCCQ profite de l'occasion pour vous souhaiter de joyeuses fêtes et une année 2010 pleine de succès, de bonheur et de prospérité!

Perspectives 2010 de la FCCQ - Résumé des prévisions			
	<u>2008</u>	<u>2009 (p)</u>	<u>2010(p)</u>
Perspectives internationales			
<i>Croissance du PIB réel (%)</i>			
États-Unis	0,4	(2,5)	2,4
Union Européenne	0,5	(4,0)	1,0
Monde	3,0	(1,1)	3,1
Perspectives canadiennes			
Croissance du PIB réel (%)	0,4	(2,6)	2,6
Variation de l'emploi (%)	1,5	(1,5)	1,2
Taux de chômage	6,1%	8,2%	8,2%
Taux d'inflation	2,3%	0,3%	1,8%
Taux de change (CAN\$/US\$)	0,94	0,88	0,97
Taux directeur préférentiel	4,81%	2,30%	2,60%
Taux hypothécaire de 5 ans	7,11%	5,65%	6,00%
Perspectives québécoises			
Croissance du PIB réel (%)	1,0	(1,7)	2,2
Variation de l'emploi (%)	0,8	(1,0)	1,0
Taux de chômage	7,2%	8,5%	8,0%
Croissance des dépenses personnelles (%)	3,3	0,5	2,6
Variation des mises en chantier (%)	(1,3)	(15,0)	0,0
Croissance des prix (%) - Marché de la revente	4,1	3,7	3,0
Croissance des investissements des entreprises (%)	(0,8)	(15,1)	1,4
Croissance des dépenses publiques (%)	6,4	2,7	2,5
Croissance des exportations (%)	(3,4)	(12,5)	1,0
Croissance des importations (%)	0,5	(10,8)	2,2

Pour tout complément d'information
Stéphane Duguay, économiste principal
(514) 844-9571 #3244
stephane.duguay@fccq.ca